

Moisson d'idées sous le soleil de l'Océan Indien

La participation au Comité de Pilotage du réseau Réseau des Établissements Agricoles Professionnels de l'Afrique Australe Océan Indien-AAOI, à La Réunion, a permis à l'animatrice du réseau AAOI de l'enseignement agricole de compléter sa connaissance du terrain, en allant à la rencontre in situ des partenaires privilégiés de la coopération internationale de Maurice et Rodrigues pour découvrir concrètement les spécificités de leur formation agricole.

Du 1er au 4 juin 2025, à La Réunion, les établissements agricoles de Mayotte et La Réunion ainsi que tous les autres membres du Comité de Pilotage du réseau REAP AAOI (Madagascar, Mozambique, Seychelles, Comores, Maurice et Rodrigues) ont été réunis pour des échanges, des ateliers de gouvernance et des visites de terrain, qui ont été l'occasion de faire le point sur les projets de coopération en cours et à venir, de clarifier et renforcer le rôle de l'animatrice du réseau AAOI de la Direction de l'enseignement agricole et de la recherche et d'explorer des synergies avec les programmes régionaux, tout en identifiant les besoins pédagogiques et les compétences mobilisables dans chaque territoire.



Les échanges ont également favorisé une meilleure compréhension des stratégies de

coopération de chaque territoire, permettant ainsi d'identifier les besoins spécifiques en formation agricole technique et professionnelle, d'évaluer les ressources et expertises mobilisables et de définir des pistes concrètes pour adapter les cursus aux problématiques locales.

Puis du 6 au 13 juin 2025, sur Maurice, la suite de cette mission a particulièrement mis en avant la volonté des acteurs mauriciens et rodriguais de professionnaliser la formation agricole technique, de promouvoir les bonnes pratiques en agroécologie et agriculture biologique, et de favoriser les mobilités pour améliorer la qualification des apprenants et l'ancrage durable de la coopération. Il a été aussi mis en évidence l'importance des mobilités, tant des apprenants que des formateurs, comme levier de partage d'expériences et d'ouverture, confirmant la volonté commune des partenaires d'ancrer une coopération régionale d'une part mais aussi internationale avec la métropole, dynamique et adaptée aux enjeux agricoles actuels et futurs.

Au cours de cette mission de nombreuses rencontres ont permis

d'approfondir les échanges avec les acteurs institutionnels, universitaires, associatifs et privés de Maurice et Rodrigues, tout en consolidant les liens avec les réseaux régionaux. Cet article se propose de retrouver la majorité de ces échanges classés en grandes thématiques afin d'en dégager les perspectives concrètes de coopération.

Gouvernance et structuration de la coopération : le point d'ancrage de toute coopération durable

Découvrir les dynamiques d'une zone aussi unique que celle-ci impliquait forcément la rencontre de partenaires institutionnels en participant à la réunion avec la cheffe du Service Formation et Développement de la direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt-SFD/DAAF, Nathalie Aleu-Saby en présence de Léa Peltret – chargée de coopération Europe et international. Cet échange a permis de bien identifier les rôles et les dispositifs existants. En effet, la mise en place de suivi régulier et d'un partage d'informations systématisé entre La Réunion, Mayotte et l'animatrice du réseau AAOI apparaît comme une piste solide pour renforcer la cohérence des actions et capitaliser sur les initiatives.

La rencontre avec Patricia Aubras, directrice régionale Océan Indien à l'Agence Française de Développement, a ouvert des perspectives sur l'accompagnement technique et financier des projets agricoles régionaux (AFIDEV aux Comores, appuis aux filières d'exportation et maraîchage).

Enfin, sur Maurice, à l'Institut Français, Christophe Clanché, Attaché de Coopération Educative, a présenté combien des partenariats académiques via le Service de coopération et d'action culturelle et les fonds de mobilité (Hubert Curien, Fonds Équipe France) offrent également des leviers pour développer des cursus diplômants et renforcer la francophonie dans l'Océan Indien.

Établissements d'enseignement secondaire et supérieur à Maurice : les spécificités

Les établissements secondaires (SEDEC, Collège de la Confiance, Lycée agricole de Rodrigues, Institut Frère Rémi) témoignent d'une forte volonté de maintenir des filières agricoles malgré un faible taux de poursuite au-delà du grade 10 ou 11.



Université d'Agriculture Maurice



Collège de la Confiance – SEDEC



Centre Rémi Frère – Rodrigues

L'Université de Maurice, seule institution délivrant des diplômes agricoles, souhaite quant à elle renforcer les

échanges étudiants, développer des cursus bilatéraux et monter des programmes en alternance.

Ces rencontres ont mis en lumière des besoins urgents de professionnalisation des cursus agricoles et de diversification des formations. Le manque de continuité des options agricoles jusqu'au niveau baccalauréat reste un frein important, tout comme la nécessité de renforcer la mobilité étudiante et enseignante.

Les projets de mobilité (accueil de BTS, programmes « youth mobility ») ouvrent la voie à une coopération plus structurée.

Enfin, en réponse à des appels à projets, l'université est en demande d'expertise pour la mise en place d'un centre de sensibilisation aux ODD (objectifs de développement durable), à mettre en place courant 2026.

Recherche, ingénierie pédagogique et innovation pour accompagner la professionnalisation des agriculteurs

Le FAREI et l'Université de Maurice constituent deux des piliers de la recherche agricole mauricienne, mais l'offre de formation reste fragmentée : formations courtes non diplômantes, manque de reconnaissance officielle et faible intégration des pratiques agroécologiques. Le besoin d'ingénierie pédagogique, de reconnaissance officielle des formations et d'intégration transversale de l'agroécologie est central.

Les grands groupes privés (principalement sucriers) proposent leurs propres formations, ce qui freine la cohérence nationale.

Il ressort la volonté de créer un diplôme national en formation agricole technique, reconnu par le MQA (Mauritius Qualification Authority).

L'intégration de l'agroécologie comme matière transversale dans tous les cursus serait également une expertise française

à mener en pédagogie appliquée.



Rencontre au FAREI



Chambre
d'Agriculture & RTC



Agroécologie et diversification agricole : un dynamisme qui perdure

En complément des conclusions précédentes, les visites auprès du RTC, de la MCA, des groupes canniers (ENL, Rogers, Medine), de l'association Terres d'Agroécologie et des fermes expérimentales ont montré l'émergence d'initiatives concrètes pour diversifier l'agriculture, réduire la dépendance à la canne à sucre et intégrer l'agroécologie dans la formation et la production. Ces acteurs privés et associatifs ont témoigné d'une dynamique de projets locaux en faveur de l'agroécologie et de la diversification. La volonté d'expérimenter de nouvelles pratiques, de labelliser les fermes-écoles et de développer des réseaux régionaux autour de la transition agroécologique est particulièrement marquée.

Ces acteurs privés et associatifs souhaitent travailler avec des experts pour développer des curricula, labelliser des fermes-écoles et accueillir des stagiaires.



Rodrigues, un territoire pilote de la coopération

Rodrigues illustre les défis de la formation agricole en contexte insulaire avec les limites et les opportunités de la coopération agricole : faible attractivité de l'agriculture pour les jeunes, absence de diplôme agricole dédié, mais forte implication d'acteurs locaux (lycée Saint Gabriel, Institut Frère Rémi, Commission régionale de l'éducation).

L'Institut Frère Rémi reste un modèle d'insertion pour les jeunes en difficulté, avec des ateliers diversifiés et une forte implication des anciens élèves.

Les initiatives autour du CAPA au collège St Gabriel, en partenariat avec le lycée Saint Joseph de la Réunion, vers la transformation agroalimentaire et des mobilités jeunes démontrent la volonté d'avancer malgré des moyens limités : l'idée est bien de développer des projets pilotes en permaculture, apiculture et agroalimentaire.

Des mobilités entrantes et sortantes pourraient être renforcées via le programme « Youth mobility ».

Professionnaliser la formation agricole



Cette mission a mis en évidence un constat partagé qui semble perdurer : les établissements, les institutions, les acteurs



privés et associatifs convergent autour d'une volonté qui est de professionnaliser la formation agricole, diversifier les filières et intégrer l'agroécologie comme socle commun. La formation agricole dans l'océan Indien est en pleine mutation et requiert une structuration ambitieuse.

La *Coop'inter* en Océan Indien est donc un véritable terreau de volontés de coopération qu'il faut à présent transformer en levier stratégique avec partage d'expériences et d'ouverture à l'ECSI (Education à la citoyenneté et à la solidarité Internationale).

Les défis persistent (manque de diplômes, attractivité limitée, reconnaissance institutionnelle insuffisante), mais la dynamique est lancée et les partenariats existent, des

financements sont identifiés, les acteurs locaux sont mobilisés et les volontés sont bien affirmées. La reconnaissance des diplômes, la professionnalisation des cursus et l'intégration de l'agroécologie comme socle commun restent des enjeux urgents.

Aussi, si la coopération internationale agricole dans l'océan Indien ne doit plus se limiter à des échanges ponctuels mais s'organiser autour d'une vision commune, afin de devenir le moteur d'une véritable transformation durable des systèmes agricoles, en formant une nouvelle génération d'agriculteurs qualifiés, innovants et conscients des enjeux climatiques et alimentaires de demain.

Structurer la gouvernance, créer des diplômes reconnus, valoriser la francophonie, soutenir l'agroécologie et développer la mobilité, ce sont les clés pour former une génération d'agriculteurs qualifiés, innovants et porteurs d'une agriculture durable adaptée aux enjeux du climat et de la sécurité alimentaire.

Alors au vue de cette « moisson d'idées » ... à chacun, à présent, de proposer et d'y prendre part !

Pour en savoir plus sur le [réseau REAP AA0I](#)

Contact : Agnès Estager – Animatrice réseau AA0I de l'enseignement agricole, agnes.estager@educagri.fr